

LE 3DD 27/06/22

« La crise devient aigüe » : pour l'école primaire, les concours d'enseignants ne font pas le plein

10h00, le 27 juin 2022

- Par
- [Marie Quenet](#)

En Île-de-France, pour l'instant, seul environ un poste sur trois a été pourvu. En province, quelques académies peinent aussi à recruter. Le nouveau ministre de l'Éducation a déjà annoncé des mesures, mais les syndicats estiment cela insuffisant.

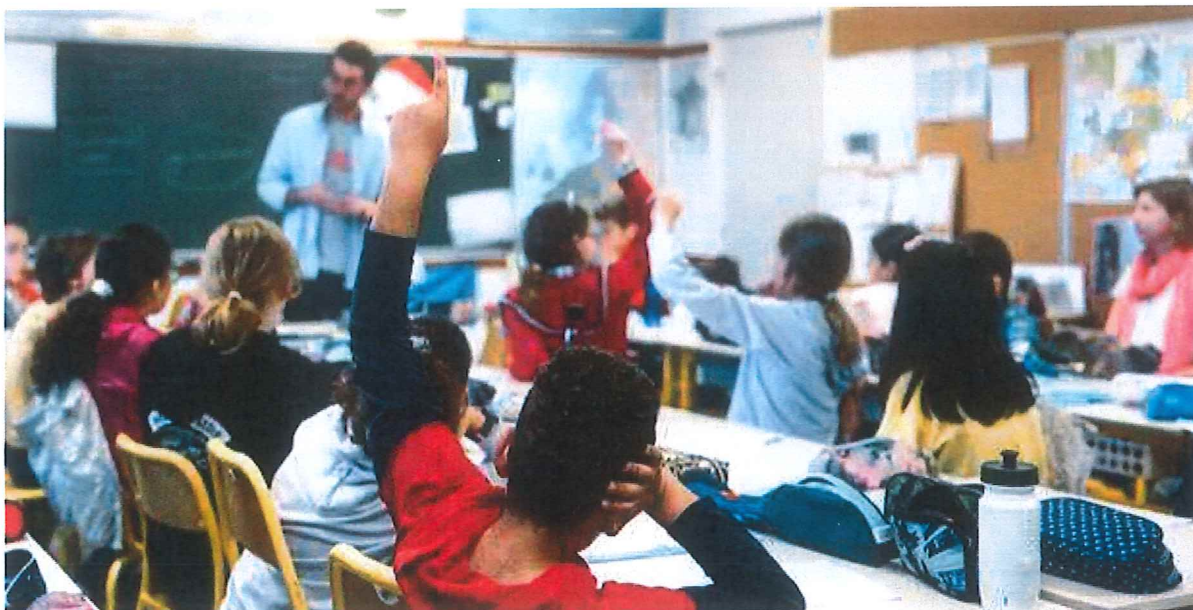


Photo d'illustration. (AFP)

Les craintes se confirment. Les concours externes des professeurs des écoles, dont les résultats définitifs ont été publiés cette semaine, ne font pas le plein. En région parisienne, le taux d'admission n'a même jamais été aussi bas. Avec seulement 424 admis pour 1 430 postes proposés dans l'académie de Versailles, la plus grande de France, 419 pour 1 079 dans celle de Créteil, et - situation inédite - 157 sur 219 à Paris. « On a seulement un poste sur trois pourvus en Ile-de-France, c'est catastrophique ! », s'alarme Guislaine David, la porte-parole du Snuipp-FSU, majoritaire dans le premier degré. « On n'a jamais connu de tels déficits, abonde Stéphane Crochet, du SE-Unsa. Jusqu'à, 80 à 90% des places trouvaient preneurs. La crise devient aigüe ! »

En province aussi, certaines académies peinent à recruter : celles de Nice (3 postes vacants sur 215 proposés), Besançon (4 sur 124), Dijon (6 sur 172), Amiens (7 sur 256), Grenoble (11 sur 406), Nancy-Metz (14 sur 264) ... Certes, il en manque très peu. Et des rectorats ont déjà prévu de piocher dans les listes complémentaires des autres concours - interne, troisième voie - pour compenser. Mais « c'est la première fois que tous les postes ne sont pas pourvus dans plusieurs académies, en dehors de Créteil et Versailles, observe Jean-Rémi Girard du Syndicat national des lycées et collèges (Snalc). C'est un signal d'alerte ».

Dans le second degré, des enseignants risquent aussi de manquer. Les résultats du Capes externe ne sont pas tous tombés, mais on avait déjà moins de candidats admissibles que de postes offerts dans plusieurs disciplines : les mathématiques (816 pour 1 035 places), l'allemand (83 pour 215) ou les

lettres classiques (60 pour 134)... Certains s'inquiètent aussi pour la technologie, les sciences physiques ou la musique.

Perte d'attractivité

Au vu des admissions dans le premier degré, le ministère de l'Éducation se veut plutôt rassurant : *« Hors Île-de-France, la très grande majorité des académies a pourvu tous les postes proposés aux concours. Beaucoup ont même pu constituer une liste complémentaire »*. Résultat ? *« Nous aurons suffisamment d'enseignants pour assurer la rentrée 2022 »*. Les deux concours supplémentaires, organisés dans les académies de Versailles et Créteil, permettront aussi d'avoir des renforts (résultats début juillet).

Pour expliquer la pénurie d'enseignants, la rue Grenelle avance trois raisons. D'abord, la reprise économique qui met les postes d'enseignants en concurrence avec d'autres emplois (dans le domaine scientifique notamment). Ensuite, la réforme des concours, désormais passés en deuxième année de master (et plus en première année), qui réduit mécaniquement le vivier des candidats pour cette session. Enfin, force est de le reconnaître, le métier semble avoir perdu en attractivité.

Il manque un tiers de l'effectif total

Le phénomène ne date pas d'aujourd'hui, mais il semble s'aggraver. *« Cela résulte d'une politique délibérée du ministère de déclasser le salaire, d'aggraver les conditions de travail, de déconsidérer la profession et de dégrader la formation initiale »*, analyse-t-on au Snuipp-FSU. L'Île-de-France cristallise les difficultés : *« Être en master, donc bac+5, et toucher 1,1 smic, en région parisienne, on ne peut pas vivre avec ça »*, résume-t-on au SE-Unsa. Dans le dernier baromètre réalisé par le syndicat sur les métiers de l'éducation, de la recherche et de la culture, seuls 22% des personnels interrogés conseilleraient leur métier à un jeune de leur entourage !

D'ailleurs, la crise ne concerne pas seulement les enseignants. Elle touche aussi des personnels au rôle pourtant essentiel dans cette période de pandémie. Des médecins scolaires - 839 titulaires pour plus de 12 millions d'élèves ! - manquent aussi à l'appel : seuls 16 postes sur les 54 proposés au concours 2022 auraient été pourvus. *« De manière globale, il manque un tiers de l'effectif total, déplore Claudine Nemausat, du Syndicat national des médecins scolaires et universitaires (Snmsu-Unsa). Le Covid a aggravé la sensation de mal être et accéléré le nombre de départs. En 2021-2022, nous avons passé notre temps à faire du contact tracing, des tests et des conseils à propos du virus »*. Même problème pour 7 700 d'infirmières scolaires : 20% manqueraient à l'appel. *« On a beaucoup de postes non pourvus ou vacants, parce que l'agent est malade, en arrêt ou en disponibilité. Depuis la crise du Covid, les départs explosent, prévient Saphia Guerreschi, du SNICS-FSU. Nous sommes les infirmières les moins bien payées de France ! »*

Recourir à des contractuels

Pour assurer la rentrée 2022, les académies recourent donc à des contractuels. Ces dernières semaines, les initiatives se sont multipliées. Comme le job dating de l'académie de Versailles, très médiatisé. *« Pourquoi pas vous ? »*, lançait la rectrice Charline Avenel aux candidats. À la clé : 2 000 postes, dont 700 de professeurs des écoles, 600 en collèges et lycées. Des opérations spéciales de recrutement ont aussi vu le jour dans les académies de Toulouse, Poitiers, Amiens, Paris, Dijon ou Strasbourg. Avec des appellations, des procédures et des objectifs variés. À Dijon, par exemple, il s'agit de pré-recruter 30 à 70 professeurs dans certaines disciplines du secondaire (technologie, EPS, anglais, éducation musicale, lettres classiques par exemple). À Strasbourg, des entretiens de 15 minutes visaient uniquement à trouver des profs bilingues français-allemand. À Nancy, 7 enseignants

ont été embauchés pour constituer une « *brigade numérique de remplacement* ». Ils feront cours à distance si un prof fait défaut dans une zone qui manque d'attractivité.

La part des enseignants contractuels reste modeste selon les chiffres de la rue Grenelle : 1% dans le premier degré, 8% dans le second. Mais le nouveau ministre de l'Éducation Pap Ndiaye a déjà annoncé, le 14 juin, des mesures pour améliorer la situation : leur contrat sera prolongé jusqu'au 30 août (ce qui permet de ne pas les perdre pendant les vacances d'été) ; leur rémunération augmentée dans les territoires moins attractifs et la formation renforcée, dès le 23 août. Dans l'académie de Paris, qui prévoit d'embaucher 250 instituteurs contractuels, une formation sera dispensée aux débutants, les 5 jours précédant la rentrée. Même chose à Créteil : les nouveaux venus commenceront le 25 août, une semaine avant le début des cours. Et les anciens sauront, avant les congés d'été, s'ils sont repris en septembre.

Pour les syndicats enseignants, cela risque de ne pas suffire, notamment pour répondre aux besoins de remplacement qui apparaîtront au cours de l'année. Le SE-UNSA, qui a déposé cette semaine une alerte sociale, demande qu'on recrute, dès le mois de juillet, les candidats des listes complémentaires, qu'on embauche, en urgence et en nombre suffisant, des contractuels, et directement jusqu'au 31 août 2023. Le Snuipp-FSU appelle à nouveau à « augmenter significativement les salaires » et à « améliorer les conditions de travail comme l'entrée dans le métier ». Le Snalc complète : « Une semaine de formation, c'est mieux que rien, mais quand même ridicule quand il s'agit d'apprendre le métier d'enseignant ».

Une réflexion à plus long terme doit donc s'engager. Durant la campagne présidentielle, Emmanuel Macron a promis de consacrer 6 milliards d'euros à la revalorisation des enseignants. Cela devrait se traduire par une hausse d'environ 10% pour les enseignants en début de carrière. Et atteindre jusqu'à 20% pour celles et ceux qui iront sur les méthodes les plus innovantes ou de nouvelles missions.

Rémunérations et conditions de travail feront l'objet de discussions dans le cadre de la grande concertation qui doit débiter cet automne. Des délais qui font déjà pester les syndicats. « On sait déjà ce que veulent les enseignants : une hausse des salaires, de meilleures conditions de travail, qu'on leur fasse confiance et qu'on arrête de changer constamment les programmes, réagit Guislaine David, la porte-parole du Snuipp-FSU. À un moment donné, il faut arrêter de réfléchir et agir ».